

DP

# DOMAINE PUBLIC

**Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse**

Indépendant, différent, réformiste depuis 1963

*En continu, avec liens et commentaires, sur [domainepublic.ch](http://domainepublic.ch)*

DP2262

Edition du  
28 octobre 2019

DANS CE NUMÉRO

---

**Elections: pour apprécier l'ampleur, mais aussi les limites du changement**

(Yvette Jaggi)

Le régime politique suisse offre une nouvelle preuve de sa capacité à intégrer les évolutions

**L'équation complexe de la politique climatique** (Jean-Daniel Delley)

Un champ particulièrement étendu, des étapes à définir, une évaluation permanente pour convaincre et consolider...

**Maîtriser l'avenir de la voiture en ville** (Michel Rey)

Les aménagements comme les habitudes changent pour concilier mobilité et qualité de vie

**Sur les traces du Mésolithique en Haute-Gruyère** (Pierre Jeanneret)

Une passionnante balade archéologique fribourgeoise

# Elections: pour apprécier l'ampleur, mais aussi les limites du changement

Le régime politique suisse offre une nouvelle preuve de sa capacité à intégrer les évolutions

Yvette Jaggi - 25 octobre 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/35624>

Au risque de désenchanter celles et ceux qui se réjouissent de la vague verte, il faut tout d'abord se rappeler que le fédéralisme multiculturel, les droits populaires et la représentation proportionnelle ont fait de la Suisse une démocratie de concordance et non pas une démocratie d'alternance.

## Mosaïque de minorités

Les termes de majorité et d'opposition sont des abus de langage dans un pays où la classe politique constitue une mosaïque de minorités qui cherchent à se concilier les grâces d'un souverain versatile, contradictoire et pusillanime.

Aux élections fédérales de 2015, l'UDC et le PLR obtenaient 101 sièges au Conseil national, soit une courte majorité absolue qui ne l'a jamais emportée seule et qui a disparu le 20 octobre 2019. Pour ne rien dire du [«bras dessus, bras dessous»](#) annoncé par le trio zurichois UDC/PLR/PDC pour tenter d'éjecter du Conseil des Etats le socialiste Jositsch... réélu dès le premier tour. Le controversé Roger Köppel, patron de la *Weltwoche* et candidat UDC, désormais écarté, tout va rentrer dans l'ordre avec la réélection du radical Ruedi Noser, annulant

tout espoir pour la Verte Marionna Schlatter, sortie quatrième au premier tour.

Face au renforcement de la droite dure en 2015, le PSS avait instauré une politique d'*«opposition constructive»* préconisée par Christian Levrat. Cette forme de résistance sélective a contribué aux échecs de trois initiatives populaires de l'UDC ainsi qu'à la première et arrogante mouture de la réforme fiscale fédérale. Mais elle a aussi permis d'en faire accepter, avec la [RFFA](#), une version plus équilibrée.

On ne le répétera jamais assez: l'alternative majorité-opposition ne fonctionne pas en Suisse. Dans ces conditions, malheur à ceux qui tentent de passer une décision en force! Un référendum peut vite en faire apparaître les faiblesses. Et une initiative populaire vient régulièrement s'imposer à l'ordre du jour.

La démocratie de concordance explique aussi pourquoi le Conseil fédéral administre plus qu'il ne gouverne: il n'est pas le produit d'une coalition, mais la résultante de l'élection individuelle de chacun de ses sept membres, bien forcés de travailler ensemble, selon un semblant de calendrier de législature qui ne peut pas

vraiment tenir lieu de programme. Dans ces conditions, il vaut mieux ne pas suivre l'exemple de l'éviction en décembre 2003 de Ruth Metzler (PDC) pour faire place à Christoph Blocher afin de matérialiser à l'exécutif l'effet du tsunami UDC répété depuis 1995 (+15 points de pourcentage, +26 sièges en huit ans). Une erreur qu'il a fallu corriger quatre ans plus tard.

Non, on ne change pas la composition du Conseil fédéral au lendemain du renouvellement du Parlement, mais à l'occasion d'une ou de préférence plusieurs démissions, en cours de législature, comme on l'a vu récemment avec l'élection de Viola Amherd et celle de Karin Keller-Suter ([DP 2219](#)).

Ceci dit, rien ne peut empêcher la presse d'encourager les candidats potentiels à fantasmer à voix haute. Il faut s'attendre à ce que tournent ces prochaines semaines le carrousel des élections éventuelles et la machine à réinventer les formules plus ou moins magiques.

## La part belle aux individualités

Un régime politique aussi contraignant que peu gratifiant

pour les élus n'est-il pas de nature à dégoûter les candidatures? Pas vraiment, comme le démontrent plus de 4'000 candidates et candidats pour 200 sièges au Conseil national, alias Chambre du peuple. Car le système électoral suisse fait en réalité la part belle aux individualités en réservant aux citoyennes et citoyens - et non aux partis - le choix des noms des heureux élus parmi les candidats, et en ne protégeant pas les sortants dont à chaque fois un certain nombre mordent la poussière.

Si le nombre de femmes élues a fait un bond, cela ne tient pas seulement au fait qu'il y avait davantage de candidates, souvent mieux mises en valeur, mais aussi - et surtout - au fait que l'électorat les a délibérément choisies. Voilà qui fait écho au droit de vote accordé aux femmes par les citoyens mâles qui ont donc partagé leur pouvoir - tardivement mais en bonne et due forme.

En raison même de la «rafale verte», les élections de cette année se caractérisent aussi par un taux de renouvellement des Chambres particulièrement élevé, et par l'émergence au niveau fédéral de personnalités politiques relativement jeunes dont la notoriété demeure inégale même dans leur propre canton.

Au total donc, l'automne électoral 2019 aura mis en place des gens qui devront apprendre à travailler ensemble, au sein de leur groupe respectif comme avec

des alliés potentiels. A géométrie variable, les collaborations s'établissent selon les objets et leur ampleur varie selon les circonstances et les rapports de forces.

De manière générale, pour construire des majorités solides, il faut de l'imagination, du pragmatisme et de la diplomatie, des qualités personnelles qui jouent un rôle fondamental tant dans les coulisses du Parlement que dans ces continuelles campagnes organisées en vue des votations fédérales organisées trois à quatre fois par an. Un rythme que devraient soutenir les nombreux textes laissés en discussion plus ou moins avancée par les élus de la législature qui s'achève.

Les élections ont souligné l'importance du débat sur le climat, dans lequel les lignes devraient absolument bouger et pourraient le faire bientôt. Même ceux qui niaient les changements climatiques et contestaient la gravité de leurs effets semblent désormais disposés à faire baisser la pression. Ainsi, PDC et PLR pour l'instant mis à part, tous les partis envisagent de participer au «[sommet du climat](#)» réunissant politiques et scientifiques, proposé dès le dimanche des élections par Regula Rytz, présidente des Verts. D'une telle participation, le président de l'UDC, Alfred Röstli, attend qu'elle permette de rappeler les aspects économiques et commerciaux des solutions envisagées. L'opposition constructive

aurait-elle changé de camp?

## **La gauche socialiste en déclin fatal?**

On l'a dit et répété. Le parti socialiste a fait le plus mauvais résultat depuis 1919, année de l'introduction de l'élection du Conseil national selon un système proportionnel ([DP 2222](#)) qui avait valu au PSS de passer d'un coup de 20 à 41 élus. En 1975, le PSS atteignait son sommet avec 55 élus, presque retrouvé en 1995 (54), mais ne cessait de voir son effectif s'effriter pour se retrouver à 39 élus - bien payé pour seulement 16,6% des suffrages - en l'an de disgrâce 2019.

Observer le déclin encore plus spectaculaire de la gauche dans les pays qui nous entourent amène peut-être à penser que simplement les temps changent, en Suisse aussi. La priorité présentement accordée au climat a fait préférer les Verts toutes tendances confondues aux «Roses» qui ont lancé au début de l'été dernier leur [Plan Marshall](#). Ce plan, qui porte la marque de Roger Nordmann, président du groupe PS aux Chambres fédérales et auteur du [Plan solaire](#), est sans doute arrivé trop tard pour asseoir dans les esprits la notoriété et la crédibilité des socialistes en matière climatique.

Du coup, le PSS a perdu 2,2% de suffrages par rapport à 2015 et encaissé une perte de 5 sièges à l'échelon suisse. Deux d'entre eux étaient occupés par des élus représentant les

organisations syndicales affiliées à l'USS. Dont le nouveau président, le vaudois Pierre-Yves Maillard, fait un retour remarqué au Conseil

national.

Le *lobby* des salariés se réorganise, à l'instar de la centaine d'autres groupes de

pression qui comptent sous la Coupole fédérale et pèsent sur les affaires qui s'y traitent. Nous y reviendrons dans un très prochain article.

## L'équation complexe de la politique climatique

Un champ particulièrement étendu, des étapes à définir, une évaluation permanente pour convaincre et consolider...

Jean-Daniel Delley - 27 octobre 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/35634>

La forte progression des Verts aux élections fédérales, en pourcentage comme en sièges, ne conduit pas pour autant à une majorité capable d'imposer ses vues. Il faudra négocier pour parvenir à des compromis susceptibles de trouver l'appui des deux Chambres et du peuple le cas échéant. Et cela sans attendre, car le temps presse.

Au soir des élections, la présidente des Verts a invité ses collègues des autres partis à participer à un sommet climatique en compagnie des scientifiques. Sa proposition devrait permettre de préparer le terrain pour le travail en commissions parlementaires: d'abord se mettre d'accord sur les faits et établir les grandes lignes des objectifs à atteindre, évaluer le coûts des mesures à prendre et les publics touchés. Cet exercice permettra on l'espère d'évacuer les *a priori* idéologiques qui polluent le débat: il n'y a pas de solution libérale à la problématique climatique, comme le prétend le PLR; et la Suisse n'a pas fait

tous ses devoirs en la matière, comme tente de nous le faire croire l'UDC. A n'en pas douter, la politique climatique exigera aussi bien des prescriptions que des dépenses d'investissement, des taxes incitatives, des subventions et de l'information.

Au cours de la campagne électorale, les partis nous ont servi de nombreuses propositions et ont formulé des objectifs divergents. Pour les Verts, le zéro émission doit intervenir en 2030 déjà, alors que les Verts libéraux repoussent l'échéance à 2040. Pour sa part le [Conseil fédéral](#) s'est rallié à l'horizon 2050. Chacune de ces dates-butoirs implique d'élaborer des scénarios exposant les mesures nécessaires, leurs effets, leurs coûts et leur faisabilité. Le PSS, l'un des grands perdants des élections, a présenté [un plan](#) fort détaillé qui constitue un bon point de départ.

La mise en œuvre de cette politique ne peut se faire que par étape. La priorité concerne

aussi bien les mesures produisant des effets à plus long terme que celles concernant les secteurs d'activité à fortes émissions. Par exemple l'obligation d'équiper les nouveaux bâtiments de panneaux solaires, tout comme l'interdiction d'installer de nouvelles chaudières à mazout ne devraient souffrir aucun retard. Le parc automobile, principal émetteur de CO<sub>2</sub> et pourtant trop longtemps épargné, doit maintenant prendre sa juste part aux objectifs de réduction des émissions. A cet égard, les [premières décisions](#) du Conseil des Etats se révèlent insuffisantes pour modifier sensiblement les comportements. Seule une augmentation régulière de la taxe sur le CO<sub>2</sub>, fixée et annoncée d'emblée, permettrait aux particuliers et aux entreprises de planifier leurs décisions d'achat.

Proposer des scénarios permettant d'établir des

priorités, évaluer l'impact des mesures à la fois sur les émissions et sur la charge financière qu'elles génèrent, déterminer le besoin éventuel d'aides publiques pour rendre cette charge socialement acceptable: ce travail dépasse largement les compétences des élus. Les parlementaires doivent pouvoir s'appuyer sur ces éléments pour prendre leurs décisions, tout en gardant la marge d'appréciation nécessaire à la recherche de compromis.

Dans ce travail complexe d'élaboration d'un bouquet de mesures, il ne faudra pas oublier de prendre en compte les avantages économiques d'une politique climatique efficace. Tout d'abord en comparant les coûts d'une telle politique avec ceux que provoquerait à terme une action trop timorée. Ensuite en prenant en compte les économies réalisées en s'affranchissant des énergies fossiles. Enfin en comptabilisant les emplois et les perspectives commerciales, notamment à l'exportation,

créés par les innovations technologiques nécessaires à l'atteinte de la neutralité carbone.

En couvrant un champ d'action étendu, la politique climatique s'engage sur un terrain encore peu défriché. Elle relève assez largement de l'expérimentation. C'est pourquoi elle se doit de mettre en place une structure d'évaluation permanente, susceptible d'adapter constamment la trajectoire choisie initialement.

## Maîtriser l'avenir de la voiture en ville

Les aménagements comme les habitudes changent pour concilier mobilité et qualité de vie

Michel Rey - 28 octobre 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/35638>

La voiture a longtemps été plébiscitée par les citoyens, perçue comme symbole de bien-être et de liberté. Les villes étaient aménagées pour répondre à ses exigences avec de larges voies de circulation et de nombreux et vastes espaces de stationnement.

Mais au fil des ans, elle a perdu de son attrait, accusée de plusieurs défauts qui la rendraient incompatible avec la ville. Gourmande en espace, elle est bruyante et dangereuse, elle pollue et contribue à l'effet de serre. Aussi ce mode de transport est-il de plus en plus remis en cause en milieu urbain, notamment dans les centres-

ville où ses opposants plaident même son interdiction. Mais ses défenseurs soutiennent qu'elle a encore sa place en ville, car elle répond à des besoins qui ne peuvent être pris en charge par d'autres moyens de transport.

### La voiture doit partager l'espace urbain

Depuis les années 80, les politiques de transport en milieu urbain ont accordé une priorité aux transports publics et à la mobilité douce. D'où la création de couloirs de bus, de pistes cyclables et de carrefours et trottoirs sécurisés. Autant

d'infrastructures qui demandent de la place au détriment de l'espace réservé aux voitures.

Parallèlement, la qualité de vie a pris de l'importance pour les urbains. Vivre en ville implique que l'on puisse se déplacer facilement et en sécurité, profiter des places publiques et des zones piétonnes, ne pas être dérangé par le bruit. Des exigences qui désignent la voiture comme le coupable de tous ces maux qu'il s'agit d'éradiquer.

Il s'agit dès lors de diminuer le trafic de transit en réduisant la vitesse des véhicules et en construisant des obstacles pour

le décourager. On lutte contre les voitures-ventouses des pendulaires, stationnées à longueur de journée en ville en réduisant le nombre des places de stationnement et en augmentant le prix de celles-ci.

## **La voiture: une nécessité en ville?**

En Suisse, entre 40% et 50% des habitants et ménages urbains ne possèdent pas de voiture. Ce pourcentage n'a cessé d'augmenter au cours des dernières années. Mais les propriétaires, encore nombreux, considèrent que la voiture demeure le moyen approprié pour accéder à l'emploi, pour organiser la vie sociale et familiale. Et abandonner une voiture pour se déplacer en transports publics demande des efforts d'adaptation et du temps.

Encore faut-il que les transports publics soient confortables, fiables et attractifs du point de vue financier. Et surtout qu'ils garantissent une large desserte dans l'ensemble de l'agglomération urbaine. Autant de conditions rarement remplies pour convaincre un automobiliste et sa famille de renoncer à une voiture.

Déjà dans son ouvrage [Les paradoxes de la mobilité](#), Vincent Kaufmann rappelait que «dans la mesure où l'automobile et les transports publics offrent des accessibilités à des territoires différents, changer de moyens de transport nécessite de repenser l'agencement des

*activités de la vie quotidienne*».

L'accès des centres urbains en voiture est surtout défendu par les commerçants et les restaurateurs. C'est tout l'enjeu du nombre et du coût des places de stationnement, au cœur des nombreux conflits d'intérêts qui caractérisent les politiques de mobilité urbaine.

## **De nouveaux modes d'utilisation de la voiture**

Pour ses défenseurs, la voiture continuera de répondre aux besoins d'une partie de la population urbaine dont des innovations vont en faciliter l'utilisation. Les constructeurs ont fait d'importants progrès pour concevoir des moteurs moins bruyants et moins polluants. Tous les espoirs sont mis dans la voiture électrique. Des modèles hybrides sont déjà adaptés à la circulation urbaine où les trajets sont rarement très longs.

Autre solution: la voiture partagée. On connaît les offres de Mobility en Suisse qui permet de réserver son véhicule pour des déplacements occasionnels. Mentionnons aussi les sites de covoiturage, mais leur intérêt est plutôt limité en milieu urbain, ainsi que la gestion numérique des aires de stationnement.

A terme, on mise sur la voiture autonome, pour autant qu'elle ne soit pas considérée comme un moyen de transport individuel mais collectif, à l'image d'un véhicule partagé par plusieurs utilisateurs. Sans

quoi, elle contribuera à l'augmentation du trafic et à l'engorgement des routes urbaines.

## **Les ambiguïtés des politiques de mobilité urbaine**

Du point de vue socioculturel, la mobilité demeure une valeur forte de nos sociétés. La voiture a certes perdu de son aura, mais elle conserve une image positive. Preuve en est le taux de motorisation élevé en Suisse, 543 véhicules pour 1000 habitants en 2017 (507 en 2016 pour l'Union européenne). Ce taux est inférieur dans les agglomérations urbaines. En 2017, la Suisse compte 4,6 millions de voitures, leur nombre ayant doublé depuis 1980.

Interdire la voiture en centre-ville signifie trouver des solutions pour le stationnement des résidents propriétaires de voiture. Mais aussi pour l'accès aux commerces, pour éviter de les défavoriser par rapport aux centres commerciaux de la périphérie des villes. Supprimer la circulation sur certaines routes, c'est induire de nouvelles circulations sur d'autres artères et reporter les nuisances dans d'autres quartiers.

Toujours selon Vincent Kaufmann, «il ne suffit pas d'offrir des alternatives à l'usage de l'automobile pour susciter des reports modaux». En effet, les transports publics n'offrent que rarement une efficacité comparable à celle

d'un véhicule privé. De larges parties des villes ne disposent que d'une offre limitée en transports publics.

La voiture est condamnée à partager son rôle et son espace avec d'autres moyens de transport. Sa vitesse de circulation continuera à

diminuer, ce qui conduira à réduire son attractivité. Mais on ne peut lui interdire l'accès en milieu urbain. Ce serait oublier les effets négatifs d'un tel choix.

Les politiques de mobilité urbaine sont complexes et conflictuelles. Et les solutions

ne peuvent que résulter de négociations entre tous les acteurs et habitants de la ville. En veillant aussi à privilégier des solutions provisoires dans un domaine, la mobilité, où les effets sont forcément ambigus et ambivalents. Expérimentons avant de pérenniser les solutions.

## Sur les traces du Mésolithique en Haute-Gruyère

Une passionnante balade archéologique fribourgeoise

Pierre Jeanneret - 26 octobre 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/35630>

Un jour d'octobre, par une météo maussade et assez fraîche, mais sans pluie, nous avons eu l'occasion de participer à une excursion archéologique organisée sous les auspices de la [Société d'histoire du canton de Fribourg](#). Guidés par Michel Mauvilly, responsable du secteur Pré- et Protohistoire au Service archéologique de l'Etat de Fribourg, nous allons marcher sur les traces du Mésolithique.

Cette période, qui va de 9000 à 5000 av. J.-C. environ, succède à l'époque des purs chasseurs-cueilleurs, le Paléolithique, et précède le Néolithique, marqué par l'agriculture, l'élevage et donc la sédentarisation. Période de transition (on y assiste aux débuts de la poterie et de la domestication des animaux), elle a été longtemps négligée et relativement peu étudiée.

Notre balade – ou plutôt notre marche qui va durer 4 heures et demie et nous faire monter puis redescendre de 1'400 à 1'700 m d'altitude! – commence au Petit Mont, au-dessus de Im Fang, qui se situe sur la route du Jaun. Tout au long de notre trajet, nous allons longer les Gastlosen, ces montagnes des Préalpes très dentelées, qui présentent en elles-mêmes un grand intérêt géologique. En passant, nous verrons de nombreux chamois nous surplombant, mais aussi des troupeaux de vaches. Détail révélateur: on voit de moins en moins de vaches noires et blanches, les «*fribourgeoises*» ont été remplacées par d'autres espèces destinées non plus à la production de lait (si mal payé au producteur!), mais à la boucherie.

A l'époque du Mésolithique, le gibier abonde: cerfs, sangliers, chevreuils, chamois, lynx, marmottes, volatiles, etc. L'arc

a maintenant remplacé le javelot avec propulseur. Ne parlons pas du feu, maîtrisé depuis fort longtemps. Nos ancêtres se déplacent avec une sorte de «*briquet*». Ils obtiennent très rapidement une flamme en faisant tourner rapidement un bois dit mâle dans l'orifice d'un bois dit femelle, la vitesse de rotation étant accentuée par une sorte de petit arc.

Il semble que les populations pratiquent une sorte de nomadisme. Elles circulent dans un certain territoire, tenant compte des conditions saisonnières. En hiver elles sont en plaine, en été elles montent à l'altitude où nous nous trouvons, ce qui anticipe sur le «*remuage*» du bétail qui sera pratiqué pendant des siècles. Il reste une inconnue: toute la «*tribu*» monte-t-elle, ou bien seulement les chasseurs, donc les hommes?

La zone où nous sommes, alternant pâturages et forêts (beaucoup plus abondantes qu'aujourd'hui), est économiquement intéressante, car elle offre des produits de la chasse, mais aussi la cueillette de petits fruits. Et des Gastlosen s'écroulent des rochers contenant des rognons de roches siliceuses que l'on va pouvoir tailler. De surcroît, l'eau est présente, car une rivière coule au fond du vallon.

A l'époque romaine, les Préalpes paraissent abandonnées, sauf pour des buts rituels, car les conquérants pratiqueront la grande agriculture de plaine, comme le prouvent le site d'Avenches et les villas, avec leurs superbes mosaïques, de Vallon dans le canton de Fribourg et d'Orbe en territoire vaudois. L'intérêt pour les Préalpes renaîtra au Moyen Âge, et surtout au 17<sup>e</sup> siècle, avec la fabrication du gruyère qui fera la richesse de la région éponyme.

Puis nous passons devant un rocher qui a abrité un «*atelier de taille*». Ensuite nous pénétrons dans la forêt du Lapé, intéressante car elle présente aujourd'hui encore quasiment la même végétation qu'il y a 7'000 ans. Mais nous voilà arrivés au lieu du pique-nique de midi. Notre guide a choisi un site caractéristique du Mésolithique: un grand rocher offrant un abri, qui pouvait être complété par une «*tente*» faite d'une peau de grand mammifère, comme le cerf, fixée sur des piquets de bois. Cet espace a fait l'objet de sondages, qui ont permis de mettre au jour beaucoup de silex: quelque 2'000 objets sur une surface de 1,5 m<sup>2</sup>. Pour les sites de plein air, il est amusant de savoir que ce sont les taupes qui, involontairement, remontent des objets préhistoriques à la surface et orientent les archéologues sur l'emplacement de fouilles possibles. Après cet arrêt, nous parvenons à un espace circulaire qui a peut-être été un lieu sacré. Mais il reste

beaucoup d'inconnues.

Les populations du Mésolithique ne restent pas isolées. La recherche a prouvé que des échanges sous forme de circulation d'objets divers (silex, coquillages, etc.) existaient entre régions différentes. Par ailleurs, cette société semble avoir été assez égalitaire et plutôt pacifique. Les véritables guerres meurtrières entre tribus naissent avec le Néolithique. La sédentarisation a en effet induit l'apparition de formes de pouvoir, le développement de richesses (bétail, céréales, etc.) et des désirs de conquête territoriale.

Certes, l'archéologie préhistorique, surtout celle du Mésolithique, n'est pas très «*spectaculaire*». Elle est loin d'offrir la richesse des sites ultérieurs romains. Mais il s'est révélé très intéressant, grâce au don de vulgarisation de notre guide, de découvrir une société à travers un espace naturel par ailleurs magnifique.

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur [domainepublic.ch](http://domainepublic.ch) pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

## Index des liens

### **Elections: pour apprécier l'ampleur, mais aussi les limites du changement**

<https://www.tagesanzeiger.ch/wirtschaft/standardder-schulterschluss-der-keiner-war/story/28545729>

<https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/votations/20190519/Reforme-fiscale-et-financement-de-l-avs.html>

<https://www.domainepublic.ch/articles/33717>

<https://www.tagesanzeiger.ch/schweiz/wahlen/der-klimagipfel-kommt-zustande/story/17163442>

<https://www.domainepublic.ch/articles/33825>

<https://www.sp-ps.ch/fr/publications/communiqués-de-presse/en-finir-avec-le-pétrole-le-plan-marshall-climatique-pour-la>

<https://rogernordmann.ch/livre-le-plan-solaire-et-climat/>

### **L'équation complexe de la politique climatique**

<https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiqués.msg-id-76206.html>

<https://www.sp-ps.ch/fr/publications/communiqués-de-presse/en-finir-avec-le-pétrole-le-plan-marshall-climatique-pour-la>

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefte?AffairId=20170071>

### **Maîtriser l'avenir de la voiture en ville**

<http://www.epflpress.org/produit/232/9782880747695/>

### **Sur les traces du Mésolithique en Haute-Gruyère**

[http://www.shcf.ch/cms/index.php?option=com\\_content&view=article&id=10&Itemid=13](http://www.shcf.ch/cms/index.php?option=com_content&view=article&id=10&Itemid=13)